Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Dossier 1 | 2002

Approches territoriales du Développement Durable

Une caractérisation des services environnementaux à dimension paysagère produits dans les espaces ruraux

Olivier Aznar

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/904>

DOI : 10.4000/developpementdurable.904

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Olivier Aznar, « Une caractérisation des services environnementaux à dimension paysagère produits dans les espaces ruraux », *Développement durable et territoires* [En ligne], Dossier 1 | 2002, mis en ligne le 29 juillet 2014, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/904> ; DOI : 10.4000/developpementdurable.904

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Une caractérisation des services environnementaux à dimension paysagère produits dans les espaces ruraux

Olivier Aznar

- 1 L'entretien et la gestion de l'espace rural constituent un domaine souvent assimilé à la production de services, qui serait principalement assurée par les agriculteurs. Cette assimilation résulte pour partie de l'évolution de l'agriculture. L'emploi du terme de « service » à propos de ce secteur souligne son rôle non marchand, largement débattu en 1999 lors de la mise en œuvre de la Loi d'orientation Agricole. En sus, d'autres catégories d'agents économiques sont supposées participer à l'entretien et la gestion de l'espace rural.
- 2 Notre démarche consiste à mettre en débat l'assimilation entre entretien/gestion de l'espace rural et fourniture de services, en introduisant la notion de service environnemental et en lui donnant des bases théoriques issues de l'économie des services.
- 3 L'hypothèse principale du travail postule que, parmi les opérations d'entretien et de gestion de l'espace, une partie seulement relève de la catégorie des services environnementaux et qu'ils peuvent s'analyser en regard du concept économique de service.
- 4 Les enjeux de cette question sont importants, non seulement dans un souci de précision des nomenclatures utilisées pour caractériser les questions ayant trait à l'environnement, mais plus généralement pour apporter un éclairage sur les débats actuels autour des nouvelles fonctions de l'espace rural.
- 5 À partir d'une délimitation empirique de l'objet, nous avons défini l'entretien/gestion de l'espace comme l'amélioration ou le maintien en l'état des caractéristiques utiles d'un support spatialisé, en vue d'un usage productif ou non productif.

- 6 Nous avons réduit notre objet d'étude à une partie des actions d'entretien et de gestion de l'espace. Il s'agit de toutes les opérations qui concourent au maintien, à l'entretien ou à l'amélioration du cadre de vie des populations. Ne sont traitées que les opérations participant à l'amélioration de biens « visibles », à dimension paysagère, ces derniers étant définis ici comme des substrats physiques ancrés sur le sol terrestre. Les opérations étudiées peuvent concerner le balisage des chemins de randonnée, l'entretien des bords de rivières, la restauration du petit patrimoine, la suppression d'anciennes décharges, *etc.*
- 7 On découpe classiquement l'environnement en plusieurs catégories de problèmes distincts. Parmi les aménités rurales, les questions posées dans cet article concernent le cadre de vie des populations et le paysage, selon une perspective anthropocentrée (Torres, 1998). Les autres catégories environnementales (conservation de la biodiversité, réduction des pollutions de l'air ou de l'eau, prévention des risques naturels) ne sont traitées que dans les formes d'interactions possibles avec l'amélioration de biens visibles à dimension paysagère. Par exemple, l'entretien des berges de rivières fait partie du domaine étudié car ce type d'opération concerne pour partie l'amélioration du cadre de vie, mais sans s'y réduire. Il va de soi que la prévention des risques naturels est souvent de plus grande importance pour l'entretien des berges de rivières. En retenant une perspective territoriale (Aubert, Guérin, Perrier-Cornet, 2001), nous cherchons à positionner les services environnementaux dans la dynamique économique locale.
- 8 Dans un premier chapitre est présenté le cœur de l'approche théorique, centrée sur l'économie des services. Pour étudier la nature économique des biens supports des services environnementaux, nous nous appuyons dans le second chapitre sur des notions issues de l'analyse économique du paysage. Puis le cadre d'analyse des services environnementaux est détaillé dans un troisième chapitre où nous définissons les services environnementaux, avant d'en proposer une typologie. Les deux derniers chapitres ont trait à une illustration empirique ciblée sur les services environnementaux à l'usage du public (ou services environnementaux collectifs).

I. L'économie des services

- 9 Une définition usuelle du service le désigne comme une activité fournissant des biens immatériels. Souvent assimilés au secteur tertiaire ou considérés comme une de ses sous-parties, les services engloberaient les activités ne pouvant être classées dans l'industrie ou dans l'agriculture (INSEE, 1999). La clarté de la définition des services est perturbée par la manière binaire dont le débat a été posé aux origines de la science économique. À la suite d'une représentation partagée à la fois par les physiocrates et par Adam Smith, le débat s'est longtemps focalisé sur la frontière entre les activités productives et celles considérées comme « improductives ». Il est d'ailleurs possible que la rémanence de la pensée physiocratique désignant l'agriculture comme la principale activité productive et les services comme des activités improductives, voire même « serviles », contribue à rendre floue la notion de service.
- 10 Dans la lignée de Hill (1977, 1999), certains économistes des services considèrent la distinction entre biens et services comme un partage pertinent pour l'analyse économique mais nécessitant une définition renouvelée. Cherchant à dépasser le débat matériel/immatériel ou productif/improductif, ce type d'approche envisage le service comme un rapport social particulier entre la production et l'usage, en postulant que la

relation de service ne se réduit pas à la dimension interpersonnelle (Delaunay, Gadrey, 1987). Les auteurs de ce courant ont proposé une définition du service qui insiste sur l'étude des conditions et des caractéristiques de la production de services.

- 11 Gadrey (1996) propose la définition suivante : “ Un service est une opération visant la transformation d'une réalité C possédée ou utilisée par un client ou un usager B, et réalisée par un prestataire A à la demande de B (et souvent en interaction avec B), mais n'aboutissant pas à un produit final susceptible de circuler économiquement indépendamment de C ”. Ce support C peut être un objet, un bien, un individu (qui peut être confondu avec l'usager ou distinct de lui), un flux ou un stock d'informations ou encore une organisation, mais il reste toujours indissociable de la prestation de service.

Figure : le triangle de service

Source : Gadrey, 1996, p. 171

- 12 Dans son analyse, Gadrey insiste sur la circulation (ou échange) économique du service et sur le rôle des agents économiques impliqués dans le service, cette circulation économique ne peut pas avoir lieu sans le support du service. Gadrey introduit une articulation entre la réflexion sur les droits de propriété et celle sur le service. Il devient impossible d'attribuer un droit de propriété à un service, ce qui le différencie fondamentalement d'un bien. C'est le point central de la définition de Gadrey, il permet d'opérer une partition dans l'économie entre la production de biens et celle de services. La distinction entre biens et services est importante car “ les biens et les services se présentent selon des modes distincts d'appropriation et de circulation économique, avec des conséquences sur les formes d'évaluations économiques envisageables pour les uns et pour les autres ” (Gadrey, 2000).
- 13 De nombreux auteurs proposent aujourd'hui une définition proche. Hill (1999) explique que seuls les biens sont des “ entités qui existent en dehors de leurs producteurs et de leurs consommateurs ”. Dans la lignée de Gadrey, Damien (1998) affirme que “ le résultat d'un service est en effet tangible et médiat et il n'est véritablement produit que consommé. N'ayant pas de valeur en lui-même, il ne peut s'approprier directement ni se transmettre à un tiers comme un capital accumulé ”. La notion de “ relation de service ” (de Bandt, Gadrey, 1994) s'est imposée comme une voie majeure de compréhension du déroulement de la prestation. Selon Delaunay (2000), cette dimension ne doit pas masquer l'importance du cadre de production à l'intérieur duquel le service prend place. N. Thévenot (2000) rappelle qu'un service est à la fois un résultat et un processus de production. Cet auteur insiste sur la dimension organisationnelle des services plus ou moins structurée selon le degré de coopération entre demandeurs et offreurs aux

différents stades d'élaboration du service constitués par la conception et la mise en œuvre.

- 14 Lors de l'évaluation économique d'un service, Gadrey (1996) distingue le produit direct et le produit indirect du service. Le produit direct désigne la réalité traitée à l'issue immédiate de la prestation. Dans le cas de la production d'un service médical dans un hôpital, il s'agit du nombre d'opérations réalisées. Pour évaluer le produit direct, on se situe dans une perspective de court terme et on peut établir des ratios simples (nombre d'opérations par unité de temps, nombre d'opérations par unité de personnel, etc.). Le produit indirect correspond à l'effet du service à moyen terme sur un ensemble plus large. Pour le service médical, il s'agit de l'amélioration de l'état de santé de la population.
- 15 L'un des apports essentiels des économistes des services consiste à distinguer explicitement le service et le support du service. Greffe (1990) s'appuie sur la même distinction dans sa recherche sur le patrimoine monumental. Il indique que " La demande de patrimoine concerne les services que l'on peut tirer du patrimoine et non plus directement le support ". Ribault (1994) a ensuite mis à profit cette distinction pour étudier l'information comme un " patrimoine à deux vitesses " qui englobe les " informations-supports " et les " informations-services " (Ribault, 1994). Reprenant cette distinction pour les services environnementaux, nous pouvons maintenant nous pencher sur la nature économique de leur support. La recherche étant ciblée sur les biens supports visibles à dimension paysagère, un éclairage théorique sur la nature économique du paysage est maintenant présenté.

II. La nature économique du bien paysager

- 16 Selon une définition élémentaire inspirée de Neuray (1982), le paysage apparaît comme une étendue observée d'un point pour voir. On distingue classiquement l'approche objective du paysage, insistant sur sa dimension matérielle sans référence à un observateur, et l'approche subjective du paysage qui renvoie aux représentations individuelles et collectives.
- 17 L'armature paysagère est constituée du relief, du socle terrestre, mais aussi de la luminosité et de l'exposition. Elle peut être considérée comme un capital fixe à moyen terme. La couverture est assimilée à un stock dont la composition varie au cours du temps, de façon plus ou moins irréversible, au gré des activités agricoles, forestières, industrielles et résidentielles.
- 18 On considère généralement que le paysage fait partie des actifs environnementaux, au même titre que l'eau, l'air ou la biodiversité. Sa consommation ne demande, en première approche aucun sacrifice. Pourtant, s'il n'y a pas de sacrifice à proprement parler, le paysage répond à un besoin puisqu'on observe une différence de satisfaction des individus selon sa qualité. C'est en effet un bien rare, puisqu'il n'est pas reproductible gratuitement, et une ressource, puisque c'est un instrument de production de richesse. L'analyse économique, permet de cibler sur les préférences des agents pour tel ou tel type de paysage, ces préférences s'exprimant à travers le système de prix, même si ce dernier indicateur n'est que partiel en raison du caractère non marchand du paysage (Santos, 1998).

- 19 Plusieurs agents pouvant jouir simultanément de son usage, le paysage satisfait le plus souvent au principe de non-rivalité. Cependant, ce bien public peut être sujet à des effets d'encombrement liés à une promiscuité trop importante sur le point pour voir. De plus, dans certains cas, il est possible d'exclure par le prix des individus de la consommation de paysage. Pour ces deux raisons, le paysage n'est pas un bien public pur, et répond plutôt à la définition de bien public mixte. Ce bien public est d'autant plus particulier qu'il repose sur des surfaces appropriables, qui sont donc des biens privés. Cheshire (1989, p. 156) indique que " nombre de biens, et la plupart des aménités rurales, ont un caractère mixte ". Il en va ainsi du paysage rural, comme l'indique Jayet (1993) : " l'espace dans lequel la terre agricole s'insère a également une dimension paysagère, en partie façonnée par les usages qui sont faits de cette terre. Les usages de cette dimension paysagère ne sont [...] que partiellement rivaux et une exclusion d'usage parfaite en est par définition impossible ". C'est pourquoi le paysage possède une double dimension de bien privé et de bien public.
- 20 Plus qu'une véritable demande, le paysage suscite souvent une préoccupation ne débouchant pas sur une contribution financière directe. Comme l'essentiel de la consommation nécessite d'être sur le point pour voir, on peut considérer que les choix de localisation sont un indicateur assez fiable de la demande paysagère (Facchini, 1994). En particulier, sur le marché de l'immobilier, le paysage est un des éléments du choix du lieu, parmi beaucoup d'autres (marché local du travail, distance au lieu de travail, etc). Dans le cas des paysages remarquables, le niveau de fréquentation est un bon révélateur de la demande, mais dépend également de l'accessibilité du lieu et de la promotion du site. Ainsi, la demande de paysage apparaît comme une demande composite, car le bien paysager présente une importance variable par rapport à d'autres critères de localisation (Guérin, Michalland, 2000).
- 21 L'offre du paysage est atomistique et émane d'agents aux statuts économiques variés : agriculteurs, forestiers, collectivités locales sont parmi les principaux offreurs. Dès lors, c'est l'accumulation dans un même lieu des opérations sur les unités élémentaires du paysage qui contribuent à le façonner et à lui donner sa structure. Ces unités élémentaires désignent des objets matériels susceptibles d'être le support d'un usage principal tel que la production agricole ou l'usage résidentiel. Ce sont souvent des actes productifs non spécifiques qui constituent des sources d'externalités paysagères particulières. Dès lors, le paysage peut *a priori* être assimilé à un effet externe localisé. Il est vrai que pour une large part, la production du paysage n'est pas intentionnelle ou tout au moins l'intervention n'est pas conçue dans un but paysager. Mais ce n'est pas toujours le cas, comme il sera détaillé dans la suite du texte.
- 22 Deux particularités doivent enfin être soulignées. En premier lieu, le paysage suscite une forte demande extérieure au lieu de localisation de ses formes physiques. Dès lors, si la consommation de paysage est fixe, les consommateurs peuvent provenir de différentes origines, ils ne sont pas exclusivement d'origine locale, contrairement à la plupart des biens publics locaux. Ce décalage possible entre la localisation du paysage et celle des consommateurs est une caractéristique importante des rapports entre offre et demande de paysage. Cet état de fait nécessite la gestion des effets de débordement. En second lieu, les agents contribuant à entretenir le paysage et à lui donner les formes attendues de l'utilisateur et ceux qui en tirent des revenus en valorisant le paysage, tels les entrepreneurs touristiques, sont rarement les mêmes. Cette double disjonction contribue

à gêner la mise en relation entre l'offre et la demande de paysage et peut justifier une intervention des pouvoirs publics.

- 23 En s'appuyant sur ces développements théoriques, la notion de service environnemental à dimension paysagère peut maintenant être présentée.

III. Cadre d'analyse des services environnementaux à dimension paysagère

A. Caractérisation et spécificités du point de vue de l'économie des services

1. Définition d'un service environnemental à partir du triangle de service

- 24 En nous inspirant de la définition de Gadrey (1996), nous proposons de définir un service environnemental comme une opération visant le maintien, l'entretien ou l'amélioration d'un bien support C, réalisée par un prestataire A à la demande d'un usager final B, mais n'aboutissant pas à un produit final susceptible de circuler économiquement indépendamment du bien support C (cf. figure 2).
- 25 Le bien support C est un substrat physique. Comme il s'agit d'une surface appropriable, le bien support présente certaines des caractéristiques d'un bien privé. Mais ce bien support est également un bien visible, ce qui lui donne pour partie une dimension paysagère et les caractéristiques de bien public mixte du paysage.
- 26 Le produit direct du service environnemental est constitué par le résultat immédiat d'une prestation d'entretien, d'amélioration ou de valorisation d'un bien support. On appelle couramment cette prestation le "service en acte". On peut évaluer ce produit direct par des indicateurs simples tels que la surface concernée ou les moyens investis.
- 27 Le produit indirect du service est constitué par une amélioration à moyen terme du cadre de vie dont l'appréciation ne peut pas se fonder sur des ratios immédiats¹.

Figure 2 : le service environnemental

- 28 Le balisage d'un sentier de randonnée constitue un bon exemple de service environnemental. Son bien support est un chemin rural (ou un réseau de chemins ruraux). Au départ ce chemin rural ne sert que pour l'accessibilité des lieux, mais à partir du moment où le chemin est balisé pour la randonnée pédestre, il prend le statut de bien support d'un service environnemental à dimension paysagère. Un autre exemple concerne la création d'un espace vert. Souvent situé dans un village, le bien support du

service environnemental est une surface appartenant à la commune. Le conseil municipal, en tant qu'intermédiaire avec les usagers finaux, veut transformer cette surface en espace vert. Le prestataire, souvent une entreprise paysagère ou un employé communal, intervient sur le bien support pour en modifier certaines caractéristiques : il apporte de la terre végétale, des semences, des engrais, des produits phytosanitaires, etc. Ce prestataire "traite" le bien support pour améliorer le cadre de vie de la population locale (parmi d'autres objectifs). La création de l'espace vert n'induit pas de changement des droits de propriétés sur le bien-support, qui appartient toujours à la commune.

2. Les caractéristiques du service environnemental

- 29 Les caractéristiques du service environnemental apparaissent à travers les liaisons entre les différents pôles du triangle de service.

a. La liaison entre A et B

- 30 Les effets du service environnemental sont durables et l'utilisateur peut en jouir ultérieurement. Il n'est le plus souvent pas présent au moment de la production du service. Il n'exprime pas de demande directe du service environnemental et ne paye pas directement pour sa production. C'est pourquoi une forme de médiation peut se révéler importante avec l'utilisateur final. Cette médiation passe alors par un intermédiaire qui se positionne entre le prestataire et l'utilisateur du service. Parmi les différents types d'intermédiaires, les pouvoirs publics ont un rôle important à jouer du fait de la dimension paysagère du service environnemental, le paysage étant un bien public mixte.

b. La liaison entre A et C

- 31 Le bien support a souvent un usage principal en liaison avec une forme de valorisation économique de l'espace (production agricole ou forestière, circulation routière, transport d'énergie, espace résidentiel, etc.). Dès lors, l'intervention de A sur C est couplée avec un autre type d'objectif et pourra relever dans certains cas de la production jointe ou liée. Par exemple, un agriculteur couple la production du service environnemental avec la production de biens agricoles.

c. La liaison entre B et C

- 32 Cette liaison concerne la propriété ou l'appropriation de C par B dans la définition générale du triangle de service. Dans le cas du service environnemental à dimension paysagère, l'usage de C par B peut répondre au principe de non-rivalité en raison des caractéristiques de bien public du paysage. Dès lors, il n'y a pas toujours appropriation de C par B. C'est pourquoi il vaut mieux parler d'usage de C par B dans le cas du service environnemental.

B. Propositions de taxonomie des services environnementaux

1. Trois types de relations d'échange

- 33 On peut distinguer trois grands types de relations d'échange pour les services environnementaux selon le caractère intentionnel de la production et selon le type de bénéfice attendu du produit.

a. L'externalité simple

- 34 Cette première catégorie ne relève pas de l'économie des services. Il s'agit d'une externalité technologique ou interdépendance directe hors marché entre un agent émetteur et un agent récepteur, produite le plus souvent de façon fortuite (Catin, 1994). Elle peut être positive ou négative et ne relève pas d'une production intentionnelle. Bonnieux et Rainelli (2000) prennent l'exemple des différentes liaisons possibles entre production agricole et production d'aménités : " Dans le cas où la complémentarité [entre les deux productions] est faible, alors la fourniture d'aménités n'a pas un caractère intentionnel et leur coût marginal de production est proche de zéro " (p. 808). La production d'aménités n'est pas intentionnelle pour l'agriculteur, elle n'est qu'un sous-produit de la production agricole, et donc sans coût supplémentaire par rapport à l'activité agricole principale.
- 35 Les services environnementaux se distinguent de la simple externalité car leur production est intentionnelle et leur coût de production non nul. On distingue le service environnemental privatif et le service environnemental collectif.

b. Le service environnemental privatif

- 36 Dans ce cas, le service est conçu en vue d'un usage privatif. Il y a bien objectif d'amélioration du paysage, mais l'usager principal cherche à exclure les autres usagers (n'ayant pas payé pour sa production) par une " barrière à l'entrée ". Il s'agit par exemple de l'entretien paysager d'un golf ou du fleurissement d'un jardin privé par une entreprise de travaux paysagers. Dans ce cas, on met en avant la dimension privative du bien support. Des effets de débordement peuvent se manifester, mais ils renvoient à la catégorie des externalités. Souvent le bien support C est la propriété de l'usager principal.

c. Le service environnemental collectif

- 37 Ces types de services environnementaux sont conçus en vue d'un usage collectif. Ils peuvent être produits par les pouvoirs publics, mais pas uniquement. Différents types d'agents économiques peuvent s'y impliquer. Les services environnementaux collectifs se caractérisent essentiellement par la non-exclusion des bénéfices de leurs produits. On met ici en exergue la dimension publique du bien paysager. Pour donner un exemple, il peut s'agir du fleurissement de la commune par des employés communaux ou par des bénévoles. Les espaces fleuris sont offerts volontairement à la vue de tous les passants, contrairement à la catégorie précédente. Souvent le bien support n'est pas la propriété de l'usager final.

TYPE DE RELATION D'ÉCHANGE	CARACTÉRISTIQUE ÉCONOMIQUE	EXEMPLE
1. Externalité	Production non intentionnelle	Résultante paysagère de l'agriculture
2. Service environnemental privatif	Exclusion des usagers ne participant pas au financement	Entretien d'un golf privé
3. Service environnemental collectif	Non-exclusion	Fleurissement communal

Les services environnementaux collectifs sont plus particulièrement détaillés dans la suite du texte.

2. Distinction entre quasi-services et services environnementaux complets

a. Les “quasi-services” ou services environnementaux incomplets

- 38 Les situations observables à un niveau intermédiaire entre une pure externalité et le véritable service environnemental sont qualifiées de “quasi-services” ou services environnementaux incomplets, par rapport aux trois dimensions du triangle de service. Il ne s'agit pas d'externalités simples, mais il n'y a pas non plus véritablement relation de service entre prestataires et usagers car il manque l'un des pôles de la relation : le pôle de l'utilisateur/intermédiaire ou le pôle du prestataire.
- 39 En l'absence d'une véritable demande ou attente sociale, on peut postuler l'existence d'un service dans la mesure où l'offreur affiche une intentionnalité d'élaborer le service. Ainsi, lorsqu'un agent économique adopte un comportement de production dans le but d'augmenter l'utilité d'autrui sans qu'une relation ne soit établie avec un utilisateur ou un intermédiaire, il est alors question d'un service environnemental incomplet altruiste. Dans le cas d'un service altruiste, le prestataire produit le service pour un usage collectif, mais aussi pour son usage personnel. Les deux dimensions, usage privatif et usage collectif, sont associées lors de la prestation. Deux exemples peuvent être proposés : un agriculteur qui entretient ses haies au-delà du strict minimum par souci paysager en direction des randonneurs, sans qu'aucune demande ne lui ait été adressée. Un particulier fleurit les espaces publics, sans demande de la part de la commune.
- 40 Dans le cas symétrique où un financeur rémunère un comportement de production n'entraînant aucune prestation particulière autre que le maintien de l'activité de la part du prestataire, comme dans le cas de certaines politiques agricoles, on désignera cette situation comme un service environnemental incomplet passif. Le terme “passif” renvoie au fait que le prestataire ne fournit pas intentionnellement le service (Bonnieux, Rainelli, 2000). Par contre, l'intermédiaire rémunère la fonction productive dans certaines limites définies en fonction de critères ayant trait au cadre de vie, même si ce ne sont pas les seuls critères pris en compte.

b. Les services environnementaux complets

- 41 Lorsque le service comporte l'ensemble des pôles présents lors du déroulement de la prestation, on peut alors parler de service complet ou véritable service.
- 42 Dans le cas d'un service environnemental joint ou lié, ce dernier est associé à un autre objectif pour le prestataire. Les moyens de production de celui-ci ne sont pas uniquement tournés vers la fourniture du service environnemental, mais concernent aussi une activité jointe. C'est pourquoi nous définissons ce type de service environnemental comme un service joint ou lié. L'activité jointe peut concerner différents domaines :

insertion de personnes en difficulté, sécurité routière ou encore production agricole ou forestière.

- 43 Le service environnemental exclusif correspond à une utilisation des moyens de production uniquement consacrée à l'amélioration du cadre de vie. Nous distinguons trois types² de services exclusifs, en considérant le type d'échange réalisé :
- 44 1. Le service relevant de l'univers marchand. La médiation a lieu par le prix et la quantité. Dans le domaine de l'entretien de l'espace, ce type de service correspond par exemple au cas de la prestation d'une entreprise d'élague.
- 45 2. Le service faisant partie du secteur public. Il désigne l'ensemble des agents économiques intégrés au secteur public ou parapublic qui font des travaux en régie. C'est le cas des travaux spécialisés des employés communaux en matière d'entretien des espaces verts.
- 46 3. La troisième et dernière catégorie de service exclusif désigne l'ensemble des relations non marchandes impliquant des bénévoles et des associations. Il ne s'agit pas de services environnementaux altruistes, car une commande est formulée par une institution auprès d'agents qui la réalisent bénévolement.
- 47 Cette typologie présente l'intérêt de montrer une vision dynamique des services environnementaux. Les services incomplets peuvent sous certaines conditions se transformer en services complets.
- 48 Le tableau suivant présente une synthèse de ces éléments de classification.

Principaux Agents en jeu	Catégories de relations	Types de relations plus détaillées	Exemples de services environnementaux
Intermédiaire/usager	Quasi-services environnementaux	Services incomplets passifs	Maintien des prairies en l'état dans le cadre de certaines politiques agricoles
Prestataire		Services incomplets altruistes	Fleurissement volontairement tourné vers la satisfaction d'autrui, sans demande
Prestataire et intermédiaire	Services environnementaux complets	Services joints ou liés	L'activité agricole est maintenue par un contrat qui spécifie des engagements explicites en faveur de l'entretien de l'espace.
		Services exclusifs	Un exploitant réalise une prestation grâce à son capital d'exploitation mais totalement déconnectée de la production d'un bien agricole.

3. Grille de lecture du service environnemental

- 49 La grille de lecture s'appuie sur les trois pôles de la relation de service. Chacun est détaillé dans la suite du texte.

a. Le bien support du service

- 50 Selon la définition proposée, le bien support du service est constitué par un substrat matériel visible, ayant une dimension paysagère. Selon un découpage fonctionnaliste de l'espace, le tableau suivant présente à titre d'exemple un classement pour les biens support à partir de quatre grandes catégories d'espaces : les espaces de production, les espaces de consommation, les espaces de circulation et les espaces de nature (la dernière

catégorie est résiduelle). Chacun de ces biens supports est ensuite caractérisé par son usage principal, la nature de la propriété du sol (propriété publique, propriété privée) et par des exemples de services environnementaux dont il est le support.

CATÉGORIE DE BIENS SUPPORTS	USAGE PRINCIPAL DU BIEN SUPPORT	NATURE DE LA PROPRIÉTÉ	EXEMPLE DE SERVICES ENVIRONNEMENTAUX
Espace de production	Production agricole	Privée	Intégration paysagère du bâti agricole Préservation des éléments non bâtis (haies, points d'eau) Intervention sur la morphologie parcellaire
	Production forestière	Publique ou privée	Entretien paysager de la forêt
	Production industrielle	Privée	Intégration paysagère du bâti industriel et des zones d'extraction de minéral
Espace de circulation	Circulation routière	Publique	Aménagement paysager d'aires de repos Intégration paysagère de la voirie goudronnée et non goudronnée
	Transport d'énergie Télécommunication	Publique	Intégration des lignes aériennes
Espace de consommation	Récréatif	Publique ou privée	Entretien du petit patrimoine Entretien de sentiers de randonnées
	Résidentiel	Publique ou privée	Aménagement de bourg Création et entretien d'espaces verts Fleurissement
Espace de nature	Nature	Publique ou privée	Entretien des zones humides, des berges de plans d'eau et de cours d'eau
Autres	Élimination des déchets	Publique	Intégration et suppression des décharges
	Abandon	Publique ou privée	Suppression de friches

b. Le prestataire

- 51 Les offreurs potentiels de services environnementaux sont des agents économiques de natures très diverses, du fait notamment des différents usages possibles pour le bien support. Nous les classons en quatre grands types :
- 52 Le premier type regroupe les propriétaires du substrat du bien support et les agents qui l'exploitent ou le valorisent économiquement. Il s'agit principalement des agriculteurs et des propriétaires forestiers.
- 53 Le second type rassemble les gestionnaires publics du bien support. Ils peuvent relever soit de la catégorie des collectivités locales et territoriales, soit des établissements publics et administratifs.
- 54 Le troisième grand type est composé des associations et des bénévoles.
- 55 Enfin le quatrième type de prestataire correspond aux entreprises privées prestataires de services environnementaux. Deux sous-types apparaissent. En premier lieu, les entreprises classiques peuvent être prestataires : entreprises de terrassement, entreprises paysagères et entreprises de travaux agricoles. En second lieu, les entreprises d'insertion entrent dans cette catégorie de prestataire. Elles appartiennent au tiers-secteur regroupant l'ensemble des opérateurs agissant pour favoriser l'insertion de personnes en difficulté.

c. Le couple intermédiaire/usager

- 56 Deux types principaux d'utilisateurs finaux du service environnemental sont envisageables : les utilisateurs locaux, et les utilisateurs extérieurs au territoire local où a lieu le service. L'utilisateur n'est pas forcément présent lors du service en acte, mais il est destinataire de ses effets.
- 57 L'expression de la demande de service ne transitant pas par un canal unique, nous mettons l'accent sur trois grands types d'intermédiaires :
- 58 Les établissements publics et administratifs. Ces institutions peuvent commander des services environnementaux au nom de l'intérêt général.
- 59 Les collectivités locales et territoriales regroupent les communes et leurs syndicats, les parcs naturels régionaux, les conseils généraux, ainsi que les conseils régionaux.
- 60 Les associations de différents domaines (environnement, loisir, etc.) qui peuvent chercher à traduire les attentes de leurs adhérents.

IV. Un inventaire des services environnementaux dans trois territoires différenciés.

A. Le choix de territoires différenciés

- 61 Les territoires ruraux choisis se trouvaient dans des configurations différenciées du point de vue de leur position dans l'économie régionale. Pour cela, deux variables ont été croisées :
- 62 L'origine de l'utilisateur du service environnemental,
- 63 La demande principale concernant le territoire : demande productive, demande de consommation.

	Demande productive concernant le territoire	Demande de consommation concernant le territoire
Origine locale des utilisateurs du service environnemental	Cas type T2 * rural agricole *	Cas type T1 * rural périurbain *
Origine extérieure	X	Cas type T3 * rural touristique *

- 64 De ce croisement, il se dégage trois cas-types³ principaux de territoires à détailler.
- 65 Un cas-type de territoire " rural agricole ". Il s'agit d'un territoire rural relativement banal dominé par une logique productive agricole.
- 66 Un cas-type de territoire " rural périurbain ". Il s'agit d'un territoire rural sous influence urbaine, avec une part importante des actifs travaillant dans la ville la plus proche. Il est dominé par une logique de consommation résidentielle permanente et son tissu productif est souvent peu organisé, du fait de la proximité urbaine.
- 67 Un cas type de territoire " rural touristique ", non soumis à une influence urbaine directe. Il est fondé sur du résidentiel occasionnel lié au tourisme.
- 68 Répondant à ces caractéristiques, trois zones rurales, de quelques communes chacune, ont été choisies dans le département du Puy-de-Dôme (63), à partir d'indicateurs statistiques issus de l'inventaire communal (1998) et du recensement général de la

population (1990 et 1999). Ces zones sont homogènes au regard de certaines caractéristiques institutionnelles : appartenance au Parc naturel régional des Volcans, structuration récente (1994 à 1999) en communauté de communes. Il s'agit de :

- La zone rurale résidentielle des Cheires, à 10 km au sud de Clermont-Ferrand. La périurbanisation y est très importante.
- La zone rurale touristique du massif du Sancy.
- La zone rurale agricole de Sancy-Artense où la population régresse fortement.

- 69 Dans ces trois zones, un inventaire et une caractérisation des services environnementaux à dimension paysagère ont été réalisés.

B. L'inventaire des services environnementaux à l'échelle de petits territoires

1. Intérêt d'un inventaire

- 70 L'inventaire exhaustif des services environnementaux produit à l'échelle de territoires de dimension réduite présente trois objectifs complémentaires. Il permet en premier lieu de faire le point sur le volume et la nature des services environnementaux produits. En second lieu, un inventaire permet de caractériser les agents économiques qui s'impliquent dans la production de services environnementaux, et à un niveau plus général d'identifier des formes de récurrence dans la production de certains services environnementaux. Enfin, l'inventaire permet de confronter la typologie⁴ avec les observations de terrain.

2. Mode de collecte des données

- 71 L'unité spatiale du travail d'inventaire est constituée par la superficie d'une commune, soit en moyenne 10 à 15 Km². Dans chaque zone d'étude, le travail a porté sur un ensemble de 3 à 6 communes dans lesquelles l'inventaire a été fait de façon exhaustive. La façon d'identifier un service environnemental dans chaque commune a reposé sur des entretiens auprès de personnes ressources (agents de l'administration, maires, secrétaires de mairie, agents forestiers, agents de l'équipement, certains agriculteurs, ...). Ces personnes pouvaient avoir la charge de dispositifs publics ayant permis la production du service environnemental ou elles avaient directement participé à sa production. Le recueil de l'information a été complété à partir de relevés dans les dossiers administratifs et dans les comptes des communes.
- 72 Nous avons cherché la plus forte exhaustivité sur les 10 dernières années (1990-2000). Il n'a pas toujours été possible d'obtenir des informations concernant des services environnementaux relativement anciens, sauf par l'analyse des comptes des communes concernées et par l'étude de documents administratifs. Cela a permis d'intégrer les différents dispositifs publics ayant eu pour objectif d'inciter la production de services environnementaux.
- 73 Dans la zone périurbaine, l'inventaire a été mené à l'échelle de 4 communes : Aydat, Olloix, Saint-Sandoux et Saint-Amand-Tallende.
- 74 Dans la zone agricole, 6 communes ont fait l'objet de l'inventaire : La Tour d'Auvergne, Bagnols, Saint-Donat, Tauves, Avèze et Saint-Sauves.
- 75 Dans la zone touristique, 3 communes ont été choisies : Besse, Le Mont-Dore et Chastreix.

3. Traitement des données

- 76 Il se pose la question lors du traitement des données de la façon dont on délimite un service environnemental. Notre unité d'analyse est une unité de service, à partir de la définition proposée pour le service environnemental. Cela signifie que le recueil d'un service a lieu lorsque les trois pôles du service environnemental sont présents (prestataire, usagers/intermédiaire et bien support). Ensuite, nous avons procédé à une répartition selon deux catégories générales d'interventions :
- 77 Les interventions ponctuelles correspondant chacune à une unité de service. Il peut s'agir par exemple d'une opération de restauration d'un vieux four à pain.
- 78 Les interventions répétées annuellement. Dans ce cas, nous considérons qu'il n'y avait qu'une seule unité de service environnemental, car la configuration du " triangle de service " ne change pas d'une année sur l'autre. Par exemple, le débroussaillage annuel d'un sentier de randonnée par un employé municipal fait partie de cette catégorie.
- 79 L'estimation du volume économique des services environnementaux (à partir d'une échelle de classement comprenant trois niveaux) est basée sur le coût de la prestation de service environnemental. Lorsque ce coût n'était pas apparent, nous avons utilisé le temps de travail correspondant, en le multipliant par le coût horaire d'un prestataire représentatif, l'agent communal (100 francs par heure de travail). Pour les services environnementaux produits dans le cadre de certaines politiques agricoles, nous avons retenu le montant financier indiqué dans les dossiers administratifs correspondants. L'inventaire ayant été conduit sur les 10 dernières années, il ne nous a pas semblé nécessaire de pallier les effets de l'inflation concernant le montant financier des services environnementaux.

V. Illustration empirique centrée sur trois petites zones rurales du Puy-de-Dôme

- 80 Les chapitres A et B font état des résultats de l'inventaire pour mesurer la place des différents prestataires de services environnementaux. La dernière partie présente la prime à l'herbe comme un exemple de financement de service environnemental.

A. Les prestataires de services environnementaux complets.

- 81 430 services environnementaux complets ont été identifiés lors des enquêtes dans les 13 communes de l'échantillon. Les résultats sont présentés en fonction du type de prestataire du service environnemental.

1. Les propriétaires et les exploitants du bien support

- 82 Les services environnementaux complets impliquant des agriculteurs comme prestataires sont principalement commandités par l'Etat et l'Union européenne. Ces services environnementaux, au nombre de 82 sur 430 (soit 19 %), concernent plus les résidents locaux que les plaisanciers, avec la production jointe de façon systématique d'un bien agricole. Leur bien support est le plus souvent la surface agricole ou le bâti agricole. A travers ce résultat, il apparaît que les agriculteurs ne produisent que peu de services

environnementaux en rapport avec les autres acteurs locaux. A l'échelle des trois zones étudiées, les services impliquant les agriculteurs ne sont que peu territorialisés.

2. Les gestionnaires publics du bien support

a. Les communes en tant que prestataires

- 83 Les communes de l'échantillon ont réalisé 77 services environnementaux en régie directe (18 % du total), dans le prolongement de leurs interventions traditionnelles. De façon générale, les communes agissent sur des biens supports dont elles ont la tutelle (espace résidentiel, voirie communale) et produisent des services relativement élémentaires. Ces services, commandités par les élus municipaux, ont pour principaux destinataires les résidents locaux. Mais les non-résidents sont également concernés, en particulier dans la zone touristique où certains services concernent la création de sentiers de randonnée *ex-nihilo*.

b. Les autres collectivités locales

- 84 Sont regroupées sous ce terme les services environnementaux du conseil général, des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) et du parc naturel régional (PNR), soit 52 services au total (12 %). Ces collectivités locales sont principalement prestataires de services environnementaux auprès des communes, mais les destinataires sont plus souvent les non-résidents que les résidents locaux. Un point important à souligner : ces collectivités locales sont les prestataires qui mobilisent le plus les dispositifs publics d'emplois pour hybrider la production de services environnementaux avec l'insertion sociale. Les EPCI développent des services qui ne font pas que prolonger l'intervention des communes. Cela tient d'abord au renforcement des moyens que permet ce niveau d'organisation institutionnelle. L'entretien des sentiers et rivières qui traversent l'espace intercommunal est parfois assuré grâce à l'intervention d'équipes intercommunales. Le périmètre d'action des structures intercommunales se rapproche de la dimension des biens supports qui dépasse souvent celle de la commune, comme les berges de rivières. Cela peut expliquer le développement du rôle de l'intercommunalité dans la production de services environnementaux.
- 85 En outre, les transferts financiers externes permettent de financer des actions véritablement inédites. Peuvent être considérés comme tels les aménagements de sites remarquables. En revanche, il se manifeste probablement des effets de substitution en ce qui concerne l'entretien de certains chemins ruraux. En effet, l'évolution de leur usage exclusivement agricole vers une utilisation en sentiers de randonnée s'est accompagnée d'une prise en charge croissante par la structure intercommunale, et plus ponctuellement de la part du conseil général.
- 86 Mais cette modification du mode de financement est associée parfois à un changement d'usage. Ainsi, dans une certaine mesure, ces transferts peuvent être considérés comme un reversement en faveur de l'espace intercommunal dans le but d'entretenir un bien public dont l'usage est en grande partie effectué par des touristes et des populations résidentes mais d'implantation récente. Ces financements permettraient ainsi de pallier l'effet de débordement dont est l'objet le bien public constitué par le paysage.

c. Les Administrations d'Etat et les établissements (ou entreprises) publics

- 87 Cet item regroupe les services environnementaux impliquant la Direction départementale de l'équipement, l'Office national des forêts, Electricité de France ou France Télécom. Les services environnementaux, au nombre de 30 (7 % de l'échantillon), concernent surtout des biens supports servant à la circulation ou au transport d'énergie et aux télécommunications, c'est-à-dire ceux dont ces institutions ont normalement la charge. Se dégagent essentiellement des services à destination des plaisanciers, commandités par les collectivités locales et de volume économique souvent important.

3. Les associations et les bénévoles

- 88 Les associations à buts variés (environnement, loisir) et les bénévoles ont produit 58 services environnementaux au total dans les communes étudiées (16 % du total). Ils sont souvent prestataires auprès des communes. Ces services environnementaux sont sur-représentés dans la zone périurbaine. Ce sont le plus souvent des opérations de faible volume économique, centrées sur le débroussaillage et l'entretien des espaces résidentiels ou des chemins de randonnée. Par contre leur impact spatial n'est pas négligeable du fait de leur nombre important. Souvent un usage non marchand est sous-jacent à la production de ces services environnementaux.

4. Les entreprises prestataires de services environnementaux

- 89 Lors des observations, les entreprises privées classiques se sont révélées être le principal prestataire de services environnementaux, avec 120 observations (28 %). Elles travaillent le plus souvent pour les communes, qui financent le service environnemental sur leurs fonds propres ou grâce à des politiques touristiques. Le bien support du service est constitué par les espaces anthropiques de propriété publique ou privée (espace résidentiel, petit patrimoine). Le volume économique des services environnementaux produits par les entreprises privées est souvent très important. Les services sont principalement conçus pour les résidents en tant qu'usagers finaux. La figure type de ce type de service est constituée par l'appel d'offres d'une commune auprès d'une entreprise de travaux.
- 90 Les entreprises du tiers-secteur mettent en place des équipes d'insertion qui se spécialisent dans l'entretien de rivière ou le nettoyage de chemins de randonnée. 11 cas ont été relevés sur les 430, soit 2,5 %. Le tiers secteur est assez peu présent dans les zones agricole et touristique de l'échantillon. En revanche, il est sur-représenté dans la zone périurbaine. Il est le plus souvent prestataire de service environnemental auprès des collectivités locales. Les entreprises du tiers-secteur ont participé principalement à la production de services environnementaux au début des années 1990. Ensuite un effet de substitution a pu apparaître, certaines collectivités locales ayant mis en place leur propre équipe d'insertion pour la production de services environnementaux.

B. Les services environnementaux incomplets altruistes

- 91 Le recensement des services altruistes n'a pas pu être exhaustif lors de l'inventaire. Il eût fallu pour cela rencontrer l'ensemble des personnes susceptibles de produire des services environnementaux de ce type, alors que les services altruistes sont difficiles à identifier

car il n'y a justement pas d'intermédiaire qui médiatise la demande de l'utilisateur. Néanmoins, 17 de ces services ont été identifiés sur les 13 communes étudiées. Ils concernent des services de faible volume économique, produits par des bénévoles, qui, par définition, font également partie des usagers du service. Les services environnementaux ont concerné la restauration de petit patrimoine rural, le débroussaillage d'espaces naturels et le fleurissement de zones résidentielles.

- 92 Le faible volume économique de services environnementaux altruistes peut s'expliquer par le fait que le prestataire/bénévole effectue un arbitrage économique entre la production de services environnementaux altruistes et d'autres formes d'affectation de son temps libre. De ce fait, la production de services environnementaux altruistes ne dépasse probablement pas un certain seuil. Cela traduit le poids économique relativement faible de ce type de service. Ils relèvent de l'économie informelle et concernent principalement l'amélioration du cadre de vie des populations locales.

C. La prime à l'herbe, un exemple de financement de services environnementaux

- 93 Lors de sa mise en place, la prime à l'herbe⁵ présente une double dimension. D'une part, il s'agit d'une aide au revenu pour les éleveurs ne touchant pas la prime au maïs ensilage. Elle s'adresse plutôt aux éleveurs de montagne qu'aux éleveurs situés en plaines. Ulmann (2000) indique que 50 % des bénéficiaires sont situés dans le Massif Central. D'autre part, elle présente une dimension paysagère, en exigeant des bénéficiaires l'entretien des points d'eau, des haies et des fossés, ainsi que le maintien des surfaces en prairies permanentes.
- 94 Une lecture d'économie des services indique que les pouvoirs publics (Etat et Union européenne) se positionnent comme intermédiaires vis-à-vis de la demande des usagers finaux. Ils commanditent auprès des prestataires/agriculteurs un service d'entretien des prairies permanentes et rémunèrent ce service par la prime à l'herbe. Les pouvoirs publics demandent un service joint : maintien de la production agricole et amélioration du paysage, au nom d'un usager final.
- 95 D'après les travaux d'évaluation de la prime à l'herbe (Ulmann, 2000), il semble qu'au départ, les agriculteurs ont considéré la prime comme une aide au revenu, car cette prime n'induisait pas de changement de pratique de leur part. L'amélioration du paysage qui résultait du maintien des prairies permanentes n'était pas une production intentionnelle de leur part et son coût de production restait nul pour le prestataire. Il s'agissait alors d'un "quasi-service environnemental", tel que défini précédemment.
- 96 Mais, lors des contrôles administratifs, de nombreux agriculteurs se sont vus pénalisés, car ils avaient transformé certaines prairies permanentes en cultures non pérennes, ou parce qu'ils n'avaient pas correctement entretenu les haies, points d'eau et fossés. Ces contrôles ont participé de la prise de conscience progressive de la part des agriculteurs des exigences de la prime (Brau-Nogué *et al.*, 2001).
- 97 Puis en 1998, une réforme de la prime à l'herbe a introduit une modification importante : les engagements ne sont plus globaux, mais à l'échelle de la parcelle agricole. De plus, il y a impossibilité de retourner les prairies permanentes "engagées" pendant 5 ans. Cette modification des critères d'octroi de la prime à l'herbe a renforcé la prise de conscience de la part des prestataires/agriculteurs. Certains se sont engagés à plus long terme et ont

cherché à mécaniser le service environnemental par l'achat d'un gyrobroyeur, afin de gagner en productivité lors de l'entretien des prairies permanentes. Dès lors, la configuration du service environnemental change dans le cas où l'agriculteur a explicitement l'intention de produire ce dernier. Une partie des services environnementaux deviennent "complets", avec une production agricole jointe de la part du prestataire.

- 98 Du simple effet externe avant 1992, il semble que la relation d'échange soit devenue un service environnemental passif à partir de l'introduction de la prime à l'herbe, puis, dans certains cas, un véritable service environnemental à partir de 1998. Nous retenons cette évolution concernant la prime à l'herbe, tout en ayant conscience que la dynamique d'évolution est présentée ici de façon schématique. Des nuances pourront être apportées par des analyses plus fines.
- 99 Lors de l'inventaire des services environnementaux, les données concernant la prime à l'herbe n'ont pu être collectées que pour l'année 2000. Sur les 13 communes d'étude, 395 agriculteurs ont bénéficié de la prime à l'herbe, soit près de 9 agriculteurs sur 10 dans la zone d'étude. Ce résultat n'est pas étonnant dans une région caractérisée par une dominante d'élevage extensif. Les trois territoires étudiés se différencient peu de ce point de vue. Par contre, le poids relatif de la prime à l'herbe dans le développement économique local est très variable d'une zone à l'autre : son poids économique est plus important dans la zone agricole que dans les deux autres lorsqu'on la pondère par la superficie cumulée des communes de chaque zone, par le nombre d'habitants par zone et enfin par la somme des budgets communaux⁶ dans chaque zone.

	Montant cumulé de la prime à l'herbe par zone	Montant par hectare de superficie communale	Montant par habitant	Montant de prime à l'herbe pour 1 million de francs de budget communal
Zone périurbaine	637 000	83	151	22 000
Zone touristique	1 992 000	130	549	18 000
Zone agricole	3 967 000	173	1075	114 000
TOTAL	6 596 000	143	572	37 000

Source : enquêtes de terrain, DDAF du Puy de Dôme

- 100 Si l'on formule l'hypothèse que les services environnementaux ont un effet redistributif sur l'économie locale, alors la prime à l'herbe joue un plus grand rôle dans la zone agricole que dans les deux autres. Une variation du montant de la prime pourrait faire fortement évoluer le volume financier des services environnementaux dans cette zone.
- 101 Eléments de conclusion
- 102 De la présentation de ce travail encore exploratoire, il ressort plusieurs enseignements. Le premier, d'ordre méthodologique, concerne le statut des zones d'études. Le choix de trois zones contrastées découle d'un souci de variété des observations, en limitant le risque de circonscrire les observations à une zone où prédominent des usages particuliers. Toutefois, nous ne prétendons pas généraliser à partir d'observations encore peu étayées, même s'il apparaît des traits saillants à même d'affiner les hypothèses de travail, sur lesquelles il faut maintenant proposer un retour.

- 103 Le deuxième enseignement a trait à la typologie. Elle a permis de discerner ce qui, dans le champ de l'entretien et de la gestion de l'espace, peut relever de la production de véritables services environnementaux, en les distinguant explicitement des effets externes. Montrant une vision dynamique des services environnementaux, elle permet de repérer les différents types de relations d'échanges élémentaires concernant le bien visible à dimension paysagère, depuis les effets externes jusqu'aux services environnementaux plus ou moins complets. Un prolongement du travail pourrait maintenant consister à étudier les modalités de passage d'une catégorie de la typologie à l'autre, afin de mieux comprendre comment les services environnementaux s'intègrent dans la dynamique économique d'un territoire rural.
- 104 Enfin, nous insisterons sur l'intérêt de définir le service environnemental comme le résultat d'une activité humaine, à partir d'une perspective d'économie des services, afin de mettre explicitement en rapport les formes de relations entre agents économiques et les éléments matériels constitutifs du paysage.

BIBLIOGRAPHIE

- Aubert F., Guérin M., Perrier-Cornet Ph., 2001 (à paraître), "Organisation et territoire : un cadre d'analyse appliqué aux espaces ruraux", *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, n° 3.
- Bonnieux F., Rainelli P., 2000, "Aménités agricoles et tourisme rural", *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, n° 5, pp. 803-820.
- Bretagnolle N., 2000, *L'implication des communes rurales dans l'entretien de l'espace - Le cas de vingt communes du Puy De Dôme*, Mémoire de fin d'étude, ENESAD, Dijon, 109 p.
- Brau-Nogué C., Dobremez L., Cozic Ph., Thiébaud F., Ernoul C., 2001 (à paraître), "Impact de la prime au maintien des systèmes d'élevage extensifs sur les exploitations et leurs pratiques fourragères", *Fourrages*, 18p.
- Catin M., 1994, "Externalités", in Auray J.-P., Bailly A., Derycke P.-H., Huriot J.-M. (dir.), *Encyclopédie d'Economie Spatiale*, Paris, Economica, pp. 99-103.
- Cheshire Ph., 1989, "L'application de la rationalité économique aux problèmes d'aménagement de l'espace rural : une perspective européenne", in *Ressources naturelles renouvelables - Incitations économiques pour une meilleure gestion*, Paris, Editions de l'OCDE, pp. 154-165.
- Damien R., 1998, *La société de service - Note sur une crise philosophique*, Université de Franche-Comté, Besançon, 11 p.
- De Bandt J., Gadrey J. (dir.), 1994, *Relations de services, marchés de services*, Paris, Editions du CNRS, 338 p.
- Delaunay J.-C., Gadrey J., 1987, *Les enjeux de la société de service*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 333 p.
- Delaunay J.-C., 2000, "Quelle ligne éditoriale pour la série Economie et Gestion des Services (EGS) ?", *Economies et Sociétés, Série "Economie et Gestion des services"*, n° 2, 6/2000, pp. 5-11.

- Facchini F., 1994, "L'évaluation du paysage : revue critique de la littérature", *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, n° 3, pp. 375-402.
- Gadrey J., 1994, "Relations, contrats et conventions de services", in De Bandt J., Gadrey J. (dir.), *Relations de services, marchés de services*, Paris, Editions du CNRS, pp. 123-152.
- Gadrey J., 1996, *Services : la productivité en question*, Paris, Desclée de Brouwer, 359 p.
- Gadrey J., 2000, "The characterisation of goods and services : an alternative approach", *Review of Income and Wealth*, vol. 46, n° 3 septembre, pp. 369-387.
- Guérin M., Michalland B., 2000, *Le paysage : quelles caractéristiques économiques ?*, Actes du séminaire de recherche et d'échanges ENGREF-Cemagref "Le paysage a-t-il une valeur économique ?", Clermont-Ferrand, 16 mars, 16 p.
- Grefe X., 1990, *La valeur économique du patrimoine - La demande et l'offre de monuments*, Paris, Anthropol-Economica, 253 p.
- Jayet H., 1993, *Quelle analyse économique des territoires ruraux ? Rapport auprès de la DATAR*, Unité de recherche CESURE, Villeneuve d'Ascq, 85 p.
- Hill P., 1977, "On goods and services", *The Review of Income and Wealth*, vol. 4, n° 23, pp. 315-338.
- Hill P., 1999, "Tangibles, intangibles and services : a new taxonomy for the classification of output", *Canadian Journal of Economics*, vol. 32, n° 2, avril, pp. 426-446.
- INSEE, 1999, *La France des services*, Paris, Editions de l'INSEE, 164 p.
- Neuray G., 1982, *Des paysages - Pour qui ? Pourquoi ? Comment ?* Les Presses Agronomiques de Gembloux (Belgique), 589 p.
- Point P., 1998, "La place de l'évaluation des biens environnementaux dans la décision publique", *Economie Publique*, n° 1, pp. 13-45.
- Ribault T., 1994, "L'économie de l'information en quête d'un nouveau paradigme", *Politiques et Management Public*, vol. 12, n° 1, pp. 29-51.
- Roger A., 1997, *Court traité du paysage*, Paris, Gallimard, 202 p.
- Santos J.M., 1998, *The economic valuation of landscape change : theory and policies for land use and conservation*, Cheltenham, Edward Elgar, 286 p.
- Thévenot N., 2000, "Le recours aux services aux entreprises : une typologie des modes d'organisation", *Economies et Sociétés, Série "Economie et Gestion des services"*, n° 2, 6/2000, pp. 153-170.
- Torres E., 1998, "Deux problématiques de l'environnement urbain, deux voies pour son analyse économique", *Natures, Sciences et Sociétés*, vol. 6, n° 4, pp. 41-49.
- Ulmann L., 2000, *L'impact de la prime au maintien des systèmes d'élevage extensifs (prime à l'herbe) dans le Massif Central*, Rapport pour le CNASEA, Clermont-Ferrand, 18 p.

NOTES

1. L'évaluation du produit indirect d'un service environnemental n'est pas présentée ici. Elle nécessiterait une méthodologie particulière, reposant par exemple sur une évaluation multicritère.

2. Ces types sont des catégories générales, de nombreux hybrides pouvant être identifiés dans la réalité.
 3. Le quatrième cas-type (dans la case en bas à gauche) correspondrait à une situation non étudiée ici. Il pourrait s'agir d'un territoire dans lequel une firme utilise des services environnementaux pour ensuite fournir un autre service à des consommateurs finaux. On peut penser par exemple à un grand parc naturel, entretenu par des services environnementaux, qui appartiendrait à une firme, et qu'elle pourrait mettre à profit dans sa fonction productive.
 4. Il convient de noter que lors de l'inventaire, les externalités simples n'ont pas été abordées. Cela demande un autre type de démarche empirique qui pourrait être effectué dans le prolongement de ce travail.
 5. La prime au maintien des systèmes d'élevage extensifs (PMSEE) ou " prime à l'herbe ", a été instaurée en 1993, dans le cadre du volet d'accompagnement national de la réforme de la Politique agricole commune (PAC) de l'Union Européenne. Son montant a été fixé à 300 francs par hectare depuis 1995 (200 francs en 1993).
 6. Nous avons utilisé des moyennes mobiles sur la période 1995-1997 concernant les budgets des communes de chaque zone, à partir des travaux de Bretagnolle (2000). Le budget communal est un indicateur traduisant partiellement le niveau de développement économique de chaque zone, car il est fondé pour partie sur des impôts locaux, dont la taxe professionnelle, et pour partie sur une dotation de l'Etat.
-

RÉSUMÉS

Cet article restitue les premiers résultats d'une recherche sur l'analyse économique des services environnementaux à dimension paysagère, plus particulièrement ceux produits dans les espaces ruraux. S'appuyant sur une grille d'analyse issue de l'économie des services, l'auteur propose une définition générale du service environnemental à dimension paysagère puis la décline à travers une typologie centrée sur les modalités de production du service. La dernière partie présente une illustration empirique à l'échelle d'une vingtaine de communes du Puy de Dôme situées dans le Parc Naturel Régional des Volcans d'Auvergne.

This paper presents the first results of a research on the economic analysis of environmental services with landscape dimension, more particularly those produced in rural areas. Thanks to the economics of services, the author proposes a definition of the environmental service. Then, he outlines a typology based on the production of the environmental service. The last part presents an empirical illustration in some communes of the Puy de Dôme (France), located in the French Regional Nature Park of the Volcanoes of Auvergne.

INDEX

Mots-clés : service, économie des services, espace rural, environnement, paysages, Puy-de-Dôme

AUTEUR

OLIVIER AZNAR

UMR Economie et Sociologie Rurales - INRA-ENESAD- 26, Bd Dr Petitjean - BP 87999 - 21079 DIJON CEDEX. Cemagref - Unité DFCF - Groupement de Clermont-Ferrand - 24, avenue des Landais - BP 50085 - 63172 AUBIERE CEDEX. Ce texte a fait l'objet d'une présentation lors du séminaire SIDD-IFRESI, 14 mai 2001.